

Mimouna Hadjam

est porte-parole de l'association Africa, dans la cité des 4000, à La Courneuve, en Seine Saint-Denis. Cette association a quinze ans. Elle milite aussi, depuis vingt ans, dans une association de femmes, dans la même cité. Entrée aux jeunesses communistes à 17 ans, elle a quitté le PCF, au milieu des années 1980. Elle nous livre ici son témoignage sur le militantisme en banlieues et l'action des associations laïques et féministes, face au recul du mouvement ouvrier et à la montée de l'intégrisme.

Communautés et solidarités en banlieue

Propos recueillis par Josette Trat

Comment peut-on te présenter ?

Moi j'appartiens à la génération des beurs, mais je suis aussi un peu héritière, de ce qu'on appelait les militants « classistes ». J'étais liée au mouvement ouvrier. Le mouvement des beurs n'était pas un mouvement de type classiste. C'était plutôt un mouvement « intégrationniste ». Tout en étant critiques vis-à-vis de ce mouvement, nous y avons participé. Nous avons participé à la première marche des beurs en 1982. Cette marche a constitué une véritable révélation pour la société française. Quand on est partis des Minguettes, il n'y avait pas grand-monde. Puis on s'est retrouvés à plus de 100 000 à Paris. Cela a permis d'obtenir un certain nombre de choses, comme la carte unique de dix ans ou le droit, pour les immigrés, de créer des associations. Ce qui représente un très grand acquis. Néanmoins, dès le début on a senti que quelque chose nous échappait, qu'il y avait de la manipulation qui se préparait.

Comment est née l'association Africa ?

Minouna nous explique qu'après avoir participé à une fédération de collectifs, appelée Mémoire Fertile qui a éclaté, elle a tenté de faire contrepoids à SOS-Racisme en prenant des responsabilités au sein du MRAP. Elle a participé pendant trois ans à son bureau national mais en est sortie en raison de désaccords sur la question palestinienne. Pour elle, la solidarité avec la

Palestine était essentielle. Après ces échecs « douloureux », elle a créé avec ses amis l'association Africa en 1987.

L'association Africa a été créée par des jeunes liés au mouvement communiste, français ou algérien, et des copains qui venaient de l'extrême gauche. Moi, je militais déjà à La Courneuve dans mon association de femmes. Les jeunes qui nous rejoignaient à l'époque, le faisaient sur une base franchement anti-raciste contre les crimes racistes, ou sécuritaires. Il y avait des expulsions massives de jeunes en Seine St-Denis. Le Préfet de l'époque voulait expulser 400 jeunes sans-papiers. Ils nous rejoignaient aussi sur les questions de solidarité avec la Palestine. Quand il y a eu les émeutes de 1988 en Algérie, cela nous a également beaucoup mobilisés. Après 1992, il y a une certaine démobilité et les gens sont venus nous voir pour qu'on les aide individuellement. On devenait plus des prestataires de services. Par exemple sur la question du logement social, on arrive très peu à mobiliser mais les gens nous demandent d'intervenir auprès des mairies. À La Courneuve, il y a vingt ans, quand je suis arrivée, j'ai trouvé un Parti communiste français déjà moribond mais encore présent. Il existait encore toutes les associations de masse liées au Parti communiste, comme l'Union des Femmes françaises, celle des pionniers de France. Il y avait la vente du muguet, à chaque 1^{er} mai. Noël était l'occasion d'organiser une fête collective. En 1988-1989, tout cela n'existait plus. Il y avait toute une socialisation, une culture ouvrière qui était réalisée par le PC et ses organisations, qui, cinq ans plus tard, n'existait plus. Puis dans mon quartier, et à la cité des 4000, les commerces ont disparu. Peu à peu, les Français sont partis ; les Algériens entre 40 et 45 ans qui ont un boulot, quittent la cité. Ceux qui arrivent aujourd'hui dans la cité, ce sont les plus pauvres. En plus, on a des loyers hors de prix. Certains loyers montent jusqu'à 4 500 francs. Il y a la moitié des gens qui ne payent plus leur loyer et ceux qui ont les moyens, partent ailleurs, c'est humain. L'évolution des jeunes dans le quartier ne peut pas être isolée du reste.

La misère a toujours existé. J'ai connu moi-même une situation dramatique dans mon enfance, dans les années 1960. Mon père était ouvrier, j'étais dans une famille de treize enfants. Et s'il n'y avait pas eu les jardins ouvriers, nous serions peut-être morts de faim. Mon père n'était pas syndicaliste, mais il avait une carte syndicale et avait été militant nationaliste pendant la guerre d'Algérie. Au moins, il avait la culture du travail. Nous avons tous ces repères qui structurent une famille, des enfants. Aujourd'hui les gosses sont à la dérive. Dans un escalier, dans les grands ensembles, c'est carrément un village. On a trois cents appartements. Chez nous, ce sont des familles nombreuses et les enfants ont besoin de bouger. Une femme malienne ou sénégalaise a, en général, sept ou huit enfants. Or le plus grand appartement qui

existe chez nous, c'est un F5. Il y a une cinquantaine de F6 seulement, gérée par la CAF. Comment peuvent y vivre des familles de dix personnes, sans compter les familles où il y a deux épouses et seize ou dix-sept enfants. Les cités sont explosives. C'est normal. Tant qu'on n'aura pas rendu les appartements plus humains, on ne pourra rien régler. Cela ne sert à rien de traiter les enfants de « sauvageons ». Par contre, il faut régler de manière urgente la question du logement social, du travail et de l'école.

En fin de compte, ce qui me fait le plus peur, c'est le constat que toutes les organisations ont déserté ces quartiers, excepté les organisations intégristes. Les intégristes se sont bien développés depuis le début des années 1990. C'est normal, ils ont de l'argent. Ils ne demandent qu'une chose à la mairie, des locaux pour pouvoir s'installer au cœur de la cité. Ils les obtiennent car la mairie veut la « paix sociale ». Ils organisent l'aide aux devoirs, des cours de Coran et c'est vrai qu'ils obtiennent des résultats sur le plan de la « paix ». Les mères peuvent se réjouir au début de voir leur fils avec le Coran entre les mains. Mais que se passe-t-il après, quand certains se font embrigader ? Deux jeunes de la cité, en 1994, ont tué des touristes espagnols à Marrakech. Ils ont été condamnés à mort au Maroc.

Quelle est la situation des femmes dans les banlieues ?

Dans la cité, on est la seule association laïque qui se bat pour les droits des femmes. La banlieue, ce n'est pas seulement des mecs avec une casquette retournée à l'envers. La banlieue, ce sont les femmes qui la font vivre. Tant que les politiques n'auront pas compris cela et qu'ils n'écouteront que les mecs parce qu'ils brûlent des voitures... La souffrance des femmes dans les banlieues, personne ne l'écoute. La mairie de La Courneuve pas plus que les autres. Tout le mouvement de l'immigration, avec ses défauts et ses limites a été porté par les femmes, dans toute la France, ce que reconnaît un sociologue comme Adil Jazouli. Toutes les associations qui ont résisté sur la durée, ont été portées par des femmes, parce qu'elles ont su créer des solidarités sur le quartier, des activités socioculturelles ; parce que les femmes tiennent bon. Malheureusement, ce mouvement-là n'est pas soutenu. Il n'intéresse personne.

Dans les banlieues, la situation des hommes est elle aussi douloureuse mais les femmes ont, en plus, des problèmes spécifiques. Elles sont originaires de pays très patriarcaux. De plus, avec la réislamisation en force de nos quartiers ces dix dernières années, il y a une augmentation de la violence contre les femmes. Il y a deux millions de femmes victimes de violences conjugales en France. La violence conjugale est trans-classe mais dans les milieux populaires, c'est une réalité très importante. Or les femmes des milieux populaires n'ont pas beaucoup de moyens pour s'en sortir. En Seine St Denis, il n'y a aucune

structure d'urgence, sauf le 115, proposé aux sans-abris. Les femmes ne veulent pas recourir au 115 et être traitées comme des « clochards », comme elles disent. Je peux les comprendre. Elles sont déjà dans la galère... Il y a un observatoire des violences conjugales qui va se créer à l'initiative du Conseil général. Il y a un bus pour les femmes victimes de violences qui va sillonner le département. Notre association va proposer, comme elle le fait depuis vingt ans, que chaque office HLM réserve cinq ou dix appartements pour les femmes battues. C'est possible, cela a été fait pour les handicapés. L'État, les collectivités peuvent faire quelque chose. Il y a quarante communes en Seine St-Denis. Si on oblige chaque mairie à réserver cinq appartements, on aura au moins réglé les problèmes d'urgence liés aux violences conjugales.

Mais il n'y a pas seulement la violence des maris ; il y a celle des frères qui s'est beaucoup déchaînée, dans les dix dernières années. C'est pourquoi la marche des femmes des quartiers représente peut-être une bonne chose. C'est vrai que la génération des filles qui vont marcher le 8 mars, celle des trentenaires, est celle des femmes qui ont subi le plus cette violence. Avant, le père, quand il voulait mettre une raclée à sa fille, lui mettait sa raclée. Mais là où les femmes se retrouvent seules, plaquées par leur mari, divorcées ou veuves, elles délèguent cette autorité du père absent au fils aîné et les frères cognent encore plus fort et les filles n'en peuvent plus. Ce sont elles qui parlent aujourd'hui. Les filles victimes de leurs frères, c'est une réalité dont il faut parler.

Mais la violence sexiste, c'est aussi celle qui empêche les filles de s'habiller comme elles veulent. On a cru pendant longtemps que le pantalon était un acquis des femmes, d'après 68. Aujourd'hui les filles dans nos cités ne portent plus de jupe, par simple mesure de sécurité. Aujourd'hui porter une jupe, c'est être considérée par les garçons comme une « pute ». Quand elles sortent, par exemple pour participer aux soirées de notre association, elles mettent leur jupe enroulée dans leur sac, avec leur rouge à lèvres et leur crayon noir. Et elles se changent dans les toilettes, mais jamais elles ne traversent la cité en jupe. Seules quelques étudiantes ou enfants de couples mixtes ont le courage de s'habiller autrement. Il n'y a pas beaucoup de filles qui portent un jeans normal, parce que cela fait trop étudiante. Pour les garçons, l'étudiante, c'est une fille qui nargue. Pour eux, une étudiante, c'est une femme affranchie. Paradoxalement, leurs sœurs ont des looks hyper-sexy à la Britney Spears (chanteuse américaine qui prétend préserver sa virginité) mais cela les choque moins que le look « étudiante », pourtant plus discret. Le look « Feux de l'amour » ne leur fait pas peur, car c'est celui de la femme soumise. Les violences sexistes, ce sont aussi les violences verbales. Certaines ne se laissent vraiment pas faire. J'ai entendu des jeunes Maliennes répondre aux garçons en les insultant. Ils ont une manière de siffler les filles... Ils leur

envoient aussi des textos que certaines filles me montrent comme « t'es bonne ». C'est le style porno. Les filles, elles sont restées très fleur bleue et cela les choque. Pour lutter contre cette violence, il faut développer une véritable éducation anti-sexiste. Je ne suis pas pour la censure à la télé. Je sais bien que cela ne sert à rien, mais l'école par contre a un rôle très important. Par ailleurs, il n'y a plus de lieux où l'amour, l'affectif pourraient éclore. Il n'y a plus de cafés. Les seuls qui existent ne sont pas fréquentables. Il y a dix ans, nous les femmes du quartier, on se retrouvait pour aller boire un café. Il n'y a plus d'endroits où cela est possible. Où veux-tu que les jeunes des cités se retrouvent, même en cachette des parents ? Le seul lieu où les jeunes, garçons et filles, peuvent se rencontrer, c'est à Africa. Ce n'est tout de même pas normal. Cela ne me dérange pas mais c'est parce qu'il n'y a plus rien. Et puis les clubs municipaux sont catalogués comme des lieux de flicage. Ils ont peur que les animateurs aillent raconter à leurs parents ce qu'ils font. Chez nous, ils ne remplissent pas de dossier. Personne ne leur demande rien du tout. Ils s'assoient, ils prennent un coca. La seule chose interdite, c'est le shit ou l'alcool, sinon le local est fermé. Le reste, on s'en fout. Le manque de lieux de rencontre se vérifie aussi pour les mères. Il n'y a plus de commerces où elles peuvent se rencontrer et bavarder. À part la sortie de l'école pour les femmes et la PMI pour celles qui ont des bébés, il n'y a plus rien, comme pour les jeunes.

Est-ce que les gens discutent de la marche ?

Franchement, non. Moi, j'ai beaucoup de réserves par rapport à la marche. Néanmoins, cette marche est utile grâce à la présence de filles comme Samira, comme Kahina, la sœur de Sohane. Elles ont une parole qui porte, très combative. Mis à part cela, c'est un mouvement très parisien, qui n'a pas de base, qui n'est pas implanté. Mais cela peut venir. Mais j'ai une deuxième réserve. Les organisatrices veulent se construire contre le féminisme historique. Je ne suis pas d'accord. Je leur ai dit à plusieurs reprises. S'il n'y avait pas eu ces féministes-là, je ne pourrais pas prendre la pilule aujourd'hui. Elles peuvent dire tout ce qu'elles veulent de ce féminisme-là. Que c'est le féminisme « des Françaises » ou que c'est un féminisme « petit-bourgeois ». Avant ce mouvement, c'était l'avortement en Angleterre ou les aiguilles à tricoter pour avorter. J'ai des copines qui l'ont fait. Quand il y a eu le procès de Marie-Claire Chevalier, j'avais 14 ans. Et même si à ce moment-là, on n'avait pas spécialement envie de prendre la pilule, cela a été un moment très important pour nous. Nous avions toutes envie de nous réclamer de Gisèle Halimi, de Simone de Beauvoir et de toutes les femmes qui ont déclaré publiquement s'être fait avorter. Pourtant, on était à la fin du collège et on ne connaissait rien à la politique. Je leur dois tout à ces féministes. Même mon ralliement par la suite aux idées commu-

nistes. Enfin, après avoir tenté de construire avec elles le réseau pendant deux ans, je pense qu'elles ont beaucoup d'illusions sur la religion. Je ne suis pas du tout sectaire par rapport à la religion parce que je sais bien que la majorité des femmes des quartiers sont croyantes. Mais je ne comprends pas pourquoi la présidente se croit obligée de répéter à tout bout de champ « je suis musulmane pratiquante » ; cela ne lui plairait pas si je déclarais moi-même, en permanence, « je suis féministe et communiste ». On est dans un collectif, il faut respecter la diversité des opinions... Moi je compte beaucoup sur des jeunes femmes comme Kahina (la sœur de Sohane), et Samira qui sont très courageuses et très battantes. Maintenant, il faudra voir ce qui se passe après le 8 mars.

Quelles sont les activités de l'association de femmes ?

On discute beaucoup avec les jeunes de la cité, sur les questions d'ordre moral ou de virginité. Pour elles, la virginité serait le résultat d'un choix purement personnel. Mais quand on retrouve le même type de discours dans la bouche de dizaines de filles, à Lille, Bordeaux, Marseille, etc, ce n'est plus un choix personnel mais quelque chose que l'on est en train de leur imposer. Quand j'entends Britney Spears déclarer en chanson qu'elle veut préserver sa virginité ou que Laura Bush fait le tour des lycées aux USA pour prôner l'abstinence, là ce n'est plus un choix personnel. C'est délicat d'avoir ce type de débat avec elles parce qu'elles doivent comprendre que tu ne cherches pas à les inciter à coucher avec n'importe qui.

Sur la question du mariage, des filles qui ont 20-21 ans, et qui ne sont pas mariées, se mettent à paniquer. C'est effrayant. Malgré tout, je pense qu'il y a des choses acquises. Pratiquement, toutes les filles veulent travailler. Elles ont beaucoup plus de facilités que nous, de s'en sortir. À mon époque, cela ne rigolait pas. Nous, il y avait le risque du couteau, tout simplement. À la mort de mon père, mes trois oncles, nous sont tombés dessus sur ma sœur et moi. Quand je me suis retrouvée enceinte et que j'avais 20 ans, j'ai rompu avec ma famille. J'ai été obligée de partir. Il fallait que je sauve ma peau. J'étais dans le Nord, à Douai. Je suis venue ici. J'ai revu ma famille un an et demi plus tard. Je continuais de voir mes sœurs mais rentrer dans la famille, officiellement, c'était exclu. La rupture est parfois nécessaire. C'est ce que je dis aux filles. Or cela, elles ne veulent pas l'admettre. Les filles d'aujourd'hui sont plus dans la conciliation. Elles s'imaginent qu'ainsi, elles vont obtenir plus de choses.

Mais notre association « lieu de rencontre pour les femmes » est surtout un lieu de parole pour les femmes du quartier. On a un appartement, juste à côté d'America. En fait, c'est cette association qui s'est étendue et qui a créé Africa. On tenait à garder notre non-mixité, même si on accueille un peu les mecs. On

a des ateliers anti-sexistes où les garçons peuvent venir. On a des ateliers-cuisine où les garçons sont largement accueillis, cela marche. On a surtout des groupes de parole. On a un petit-déjeuner de la solidarité le mardi matin ; un groupe de paroles, le jeudi après-midi. On fait un travail très important d'information sur la sexualité des filles. Cette année, avec le Planning Familial, compte tenu du développement des grossesses parmi les très jeunes femmes d'origine africaine notamment, on va mettre en place un stage d'abord pour former notre équipe de femmes ; puis on va essayer de former un groupe de femmes africaines pour qu'elles comprennent qu'on n'est pas contre le fait que leurs filles fassent des enfants mais que nous voulons les aider à retarder ces naissances pour que leurs filles puissent faire des études. Dans notre association, où il n'y a pas d'adhésions, il y a 600 à 700 femmes du quartier qui passent par an. On participe à la CADAC. On existe depuis 1983. Mais le groupe de femmes était informel. On s'est créé en association en 1991 pour pouvoir toucher des subventions qui nous permettent d'acheter des tests de grossesse, des préservatifs, ou de confectionner nos repas anti-sexistes. Cela nous permet aussi de faire venir des intervenant(e)s extérieur(e)s sur des vacances. Les subventions viennent surtout de la DDASS. Mais notre budget est en diminution. Les femmes qui fréquentent notre association reflètent l'évolution de la composition du quartier. Au début, il y avait surtout des Maghrébines, puis des Africaines et depuis peu, il y a beaucoup de femmes qui viennent de l'Inde et du Sri-Lanka.

Février 2003

Témoignages

Victoire Patouillard

Présidente d'Act-Up Paris

L'expérience d'Act-Up

Propos recueillis par Sébastien Chauvin

Comment définirais-tu Act-Up aujourd'hui en 2003 ?

C'est une association de lutte contre le sida issue de la communauté homosexuelle, qui vise à défendre équitablement toutes les populations touchées par la maladie. Je connais bien ces phrases de présentation car j'ai longtemps fait l'accueil ! Ces grands traits ont été posés en 1989, et restent vrais aujourd'hui. Le point de vue est toujours soit un point de vue de malades, soit un point de vue d'usagers aux sens large, c'est-à-dire d'usagers du système de soins, mais aussi d'usagers de drogues, etc. Avec sans doute une dimension importante, la dimension internationale : on se bat aussi pour l'accès au traitement pour les pays pauvres. C'est tout un aspect d'Act-Up où l'on retrouve l'idée de « la politique à la première personne », et c'est aussi guidé par l'idée qu'il faut permettre à ces associations de malades du Sud de s'exprimer, aux pays du Sud d'intervenir dans les négociations internationales. Nous sommes donc une association de lutte contre le sida, qui aujourd'hui a l'image d'une certaine radicalité, une radicalité de gauche, ce qui peut nous servir.

En quel nom parle Act-Up aujourd'hui ? D'un côté vous avez des actions de solidarité, par exemple avec les pays du Sud. Mais en même temps, parfois, il y a un « nous ». Qui est ce « nous » qui est solidaire ?

En fait, on ne raisonne pas en termes de solidarité mais d'échange et d'information : on est là notamment pour fournir de l'information aux réseaux d'associations du Sud. On intervient aussi à notre niveau par rapport au gouvernement français. Sinon, au nom de qui l'on parle ? La communauté la plus proche, c'est la communauté homosexuelle. On parle à la fois au nom de cette communauté, et en tant que malades du sida. Ensuite c'est aussi à partir d'une position minoritaire qui permet d'ouvrir à une solidarité des minorités : avec les étrangers, avec les prostituées. Et là ça reflète une organisation interne d'Act-Up en commissions de travail. Les commissions renvoient à des populations particulières, qui sont définies par les normes qui leur sont imposées et dans lesquelles elles ne rentrent pas. Il y a des raccourcis qui nous permettent de parler au nom d'une population, mais à partir d'une expérience minoritaire.